

<http://lipietz.net/Soutien-au-mouvement-citoyen-equatorien>

# Soutien au mouvement citoyen équatorien

- Député européen (Verts, France) - Amérique latine - Equateur -



Publication date: lundi 25 avril 2005

---

**Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés**

---

**Marc Saint-Upéry nous envoie ici la traduction de la déclaration des citoyens de Quito qui viennent de [renverser le dictateur Lucio Gutiérrez](#).**

Quito, 25 avril 2005.

Nous, citoyens et citoyennes d'Équateur, entendons défendre devant la Commission de l'OEA et l'opinion publique nationale et internationale les raisons pour lesquelles nous considérons que la cessation du mandat présidentiel du colonel Lucio Gutiérrez est un acte légitime et nécessaire en vue de la récupération et de l'approfondissement de l'ordre institutionnel démocratique.

Le vaste mouvement démocratique qui a mobilisé Quito et d'autres villes équatoriennes est l'expression d'une profonde indignation civique face à la série d'atteintes à l'ordre constitutionnel fomentées par le régime de Lucio Gutiérrez : réorganisation du Tribunal Suprême Électoral et du Tribunal constitutionnel ; dissolution de la Cour Suprême de Justice par le biais d'une résolution illégale du Congrès national et désignation d'une Cour *de facto* le 8 décembre 2004 ; décret dictatorial du 15 avril 2005, qui destitue ladite Cour *de facto* et proclame l'état d'urgence à Quito. La rébellion civique a cristallisé le mécontentement de la société face aux pratiques autoritaires, au népotisme, à la corruption et au clientélisme qui ont caractérisé la gestion politique du gouvernement. Cette dérive dictatoriale du régime s'inscrit dans un contexte de dégradation croissante des institutions politiques et juridiques de notre pays depuis le rétablissement de la démocratie il y a 25 ans. Loin d'être une action irresponsable ou chaotique, la rébellion de Quito exprime la volonté démocratique inébranlable de la population et son exigence d'une profonde réorganisation du système politique.

La Cour suprême de Justice en vigueur jusqu'au 8 décembre 2004 reposait sur l'équilibre de pouvoir entre les partis politiques majoritaires au sein du Congrès, qui ont tout fait pour bloquer les mécanismes prévus par la Constitution pour renouveler les postes de magistrats vacants à travers la cooptation. De même, les représentants de ces partis au Congrès ont systématiquement fait obstacle aux nécessaires réformes de la Loi organique de la Fonction judiciaire visant à mettre en oeuvre le principe de dépolitisation de l'administration de la justice - principe approuvé par référendum en 1997. Prenant prétexte de ce blocage, la coalition gouvernementale de Gutiérrez a désigné de façon absolument inconstitutionnelle une Cour *de facto* et réorganisé à son profit de manière autoritaire et factieuse les organismes de contrôle politique : le Tribunal constitutionnel et le Tribunal suprême électoral.

En 25 ans, la manipulation de la Constitution par les diverses factions oligarchiques et la subordination de l'intérêt général aux intérêts particuliers des groupes de pouvoir économiques et politiques ont réduit les institutions fondamentales de la démocratie équatorienne à la fonction d'arbitrage et d'instrument de chantage entre ces groupes et factions. C'est dans la ligne de cette constante manipulation, et en vertu d'un pacte politicien entre le parti du colonel Gutiérrez, Sociedad Patriótica (PSP), et le Parti roldosiste équatorien (PRE), que le Président de la Cour *de facto*, Castro Dáger, a annulé de façon totalement arbitraire les procès pour corruption contre l'ex-président Abdalá Bucaram et deux autres hauts-fonctionnaires fuyitifs, Alberto Dahik et l'ex Président Gustavo Noboa. Le retour de Bucaram, figure symbole d'arbitraire politique et d'impunité dont le mandat avait été marqué par un niveau de corruption et de népotisme sans précédent, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase du mécontentement populaire.

Depuis le 8 décembre 2004, tous les efforts des citoyens et des forces politiques démocratiques pour exiger du Gouvernement, du Congrès et des partis une rectification de cette dérive inconstitutionnelle s'étaient heurtés à l'inefficacité des députés prisonniers d'une logique manoeuvrière mesquine, à la stratégie d'obstruction systématique

du gouvernement et au mépris et aux insultes que ses représentants - ainsi que le Président en personne - ont prodigué aux défenseurs de l'ordre constitutionnel légitime. Ni la protestation civique des maires de Quito, Guayaquil et Cuenca et des préfets des provinces correspondantes, ni l'Assemblée citoyenne convoquée sous la pression des organisations de la société civile par le maire de la capitale Paco Moncayo et le préfet de la Province de Pichincha Ramiro González, ni la marche pacifique de 200 000 manifestants en faveur de la démocratie le 16 février 2005, n'ont pu ébranler la persistance aveugle du gouvernement dans la voie de l'illégalité et de l'abus de pouvoir. Quand, le 13 avril, Gutiérrez et le secteur pro-gouvernemental du Congrès ont bloqué une résolution parlementaire visant la dissolution de la Cour *de facto*, le peuple de Quito indigné est descendu dans la rue de sa propre initiative.

Marquée par son caractère éminemment pacifique, sa créativité ludique, la participation massive de la jeunesse étudiante et lycéenne, l'extraordinaire autodiscipline civique des manifestants et des formes innovatrices d'auto-convocation et d'organisation libertaire - par le biais d'internet, des téléphones portables et des radios qui ont mis leurs ondes au service de la libre expression citoyenne -, la mobilisation démocratique d'avril est une protestation viscérale contre le processus de désinstitutionnalisation de la vie publique équatorienne, perçu comme une perte de la dimension éthique de la politique. La consigne « que se vayan todos » (« qu'ils s'en aillent tous », écho des protestations argentines de 2001-2002) reflète un refus de la politique politicienne et une exigence de transformation profonde du système politique dans le sens de la transparence, de la participation des citoyens et de la responsabilisation des élus et des fonctionnaires, qui doivent rendre compte de leurs actes à la société.

En déclenchant une répression policière disproportionnée contre des manifestants pacifiques, en faisant appel à des troupes de pseudo-sympathisants transportés depuis les provinces, abusés et, contre une rétribution misérable financée illégalement par les deniers publics, transformés en mercenaires du régime venus envahir la capitale armés de machettes et d'armes à feu, Gutiérrez et ses complices ont essayé, heureusement sans succès, de diviser le peuple en excitant les passions régionalistes et racistes et ont ainsi gravement attenté à la paix civile.

Le nouveau gouvernement du Président Alfredo Palacio, institué par une résolution du Congrès National le 20 avril dernier, est un gouvernement légitime reconnu par la majorité écrasante du peuple équatorien. Nous espérons qu'il saura respecter les exigences fondamentales du mouvement démocratique et réformer intelligemment les règles de la participation et de la représentation démocratique. Le problème n'est pas de se hâter de manière irréfléchie vers des élections anticipées, mais de tracer la voie consensuelle d'une réforme politique qui concrétise enfin les principes démocratiques inscrits dans la Constitution.

L'Équateur doit trouver sa juste place dans le cadre latino-américain, participer à la lutte pour la solution pacifique des conflits qui déchirent les nations soeurs de la région et encourager la création et la consolidation d'espaces d'intégration économique, de convergence politique et de sécurité régionale. Dans le contexte de la mondialisation, il est urgent de promouvoir l'unité de l'Amérique latine au service d'un Nouvel Ordre international qui donne la priorité au développement humain et social soutenable comme grand objectif politique mondial.

L'Équateur en appelle à la solidarité régionale et à celle de la communauté internationale pour consolider le processus démocratique en cours. Nous sommes un peuple libre, de profonde vocation ibéro-américaine. L'intervention de l'OEA est bien tardive ; elle démontre que cette Organisation doit elle aussi se mettre au diapason des processus démocratiques qui transforment le continent. La rébellion de Quito est une manifestation de l'exigence croissante d'une démocratie plus profonde et plus inclusive en Amérique Latine.